

La contestation enfle dans les rues algériennes

Algérie La candidature de Bouteflika pour un 5^e mandat mobilise la jeunesse.

Nouvelle journée de contestation ce dimanche en Algérie, et notamment dans la capitale Alger où les manifestations se succèdent depuis plusieurs jours pour dire "non" à un cinquième mandat du président sortant Abdelaziz Bouteflika, 81 ans, très affaibli par un AVC dont il a été victime en 2013.

Ce dimanche, premier jour de la semaine en Algérie, plusieurs centaines de personnes ont encore manifesté, malgré un important dispositif policier, dans le centre d'Alger, pour s'opposer à un 5^e mandat du président qui devait s'envoler dans la journée pour des examens médicaux en Suisse.

À moins de deux mois de la présidentielle en Algérie, prévue le 18 avril, le caractère "massif", pacifique et spontané du mouvement de contestation incite les observateurs à la prudence quant à l'avenir immédiat du régime et de son principal acteur. Partie des réseaux sociaux, hors de tout cadre politique ou syndical, autour d'un seul mot d'ordre "Non au 5^e mandat", le contour et l'avenir de cette mobilisation suscitent l'interrogation, comme la réponse qui sera donnée par le pouvoir.

Bouteflika coûte que coûte ?

En effet, si le 10 février, l'annonce de la candidature du président semblait enterrer tout suspense, l'apparition de ce mouvement de contestation laisse poindre un doute. Le pouvoir algérien est-il prêt à passer en force pour imposer un candidat cacochyme ou se laissera-t-il tenter d'imposer un "nouveau venu" en profitant de ces manifestations ? Il pourrait ainsi répondre favorablement à la demande des manifestants, tout en envoyant un message rassurant à la communauté internationale.

Le pouvoir pourrait être d'autant plus tenté qu'il a en face de lui, dans la rue, des jeunes et des mouvements citoyens mais aucune opposition politique. "D'après les études, les jeunes ne sont ni militants ni partisans, seuls 1 % des jeunes Algériens sont membres d'un parti politique", explique Louisa Dris-Aït Hamadouche à nos confrères de l'Agence France Presse. "Cela ne présage pas de l'émergence d'un discours politique", estime-t-elle.

Jusqu'ici, malgré le flot des manifestants, et malgré le fait que les manifestations sont strictement interdites à Alger, la réponse policière a été très mesurée. Une quarantaine d'arrestations sur tout le pays. Le pouvoir veut éviter tout "dérapage" qui nuirait à son image d'État stable.

H. Le. (avec AFP)